

Oyem/Projet de développement des compétences et de l'employabilité (Prodece)...

Une formation qualifiante pour des jeunes



Régis Hervé Kokondo Moupeya, chef d'antenne régionale de l'ONE dans le Woleu-Ntem.



Lydie Ntchoreret, point-focal du Prodece, s'entretenant avec la presse.



Les stagiaires pendant la formation.

PME
Oyem/Gabon

LE gouvernement, par l'entremise de l'Office national de l'emploi (ONE) et le Projet de développement des compétences et de l'employabilité (Prodece), a organisé dernièrement à Oyem, une "formation adaptation pour jeunes", en partenariat avec la Banque mondiale (BM). Ce stage de formation, organisé sur une journée, s'est déroulé au Conseil municipal du Woleu. De nombreux jeunes à la recherche d'un premier emploi y ont pris part. Lydie Ntchoreret, chef du département des Pro-

grammes d'employabilité pour jeunes à l'ONE et point-focal du Prodece, a situé le bien-fondé de ce stage: "mettre en place des formations/adaptation, en vue d'améliorer les aptitudes des jeunes âgés de 16 à 34 ans, à la recherche d'un premier emploi, afin qu'ils répondent aux besoins en compétences exprimés par des entreprises." Cette formation sera gratuitement organisée par des opérateurs économiques privés et publics œuvrant dans les secteurs aussi variés que l'élevage et l'agriculture. Les jeunes retenus passeront entre six et douze mois au maximum de bain en entreprise, où ils subiront des formations avec plus de



Les participants au sortir de leur formation.

80% de pratique. Les chefs d'entreprises présents ont présenté, tour à tour, leurs structures, avant de décliner l'offre de formation et les différentes modalités d'accueil et d'ap-

prentissage. Au cours des échanges, les responsables du projet n'ont pas manqué d'encourager les jeunes, les exhortant à plus de sérieux pendant leur stage. "Nous sommes obligés de

demander aux jeunes intéressés par la formation d'être sérieux. Pour enlever cette image qu'on a du jeune Gabonais. Il faut que ces jeunes aient dorénavant conscience de leur avenir", a martelé le point-focal du Prodece. C'est une occasion qui est offerte par l'Etat à cette tranche de la population, pour lui permettre d'acquiescer une première expérience et développer ses compétences, afin de faciliter son insertion dans la vie active. Pour Régis Hervé Kokondo Moupeya, chef d'antenne régionale de l'ONE dans le Woleu-Ntem, ce stage va, un tant soit peu, juguler le phénomène du chômage grandissant qui sévit en

milieu jeunes. Le gouvernement s'est rendu compte que la majorité des jeunes diplômés, Gabonais ou non, éprouvaient d'énormes difficultés à trouver un premier débouché. La principale raison souvent mise à l'index par les chefs d'entreprises est le manque d'expérience. Ce qui dénote d'un manque de confiance de la part des employeurs vis-à-vis des jeunes diplômés. D'où l'organisation de ce stage, qui "nous permet de mettre ces jeunes en entreprise, pour une période bien déterminée, afin d'améliorer leur employabilité et acquiescer un peu plus d'expérience professionnelle", a conclu le responsable de l'ONE dans le Septentrion.

... et plan d'aménagement urbain

Les études de faisabilité lancées

PME
Oyem/Gabon

AFIN de rendre la ville d'Oyem plus attrayante, et pour mieux amorcer son développement, les nouvelles autorités du Conseil municipal ont lancé, depuis quelque temps, une série de rencontres et d'appels d'offres avec divers opérateurs économiques locaux et étrangers. C'est dans ce cadre qu'une mission d'études des experts d'aménagement urbain, notamment ceux du cabinet "Groupe huit", vient de séjourner dans le chef-lieu de la province du Woleu-Ntem. Cette mission est conduite par Florence Verdet dudit groupe d'études. Initié par l'Etat gabonais via le Conseil municipal d'Oyem, ce projet est lancé dans le cadre du Projet de développement des infrastructures phase II (PDIL 2), sur financement de la Banque mondiale (BM). A en croire Saïdi Adel, expert en aménagement urbain, cette mission d'études avait pour principal objectif de "doter la commune d'Oyem d'un outil de planification urbaine, qui déterminera



Le maire d'Oyem, Christian Abessolo Menguey, a ouvert la réunion.

son développement durable, aussi bien dans son cadre socio-spatial qu'économique, en fixant les grandes orientations fondamentales, que dans la détermination des espaces d'aménagement retenus." En clair, les responsables du bureau d'études "Groupe huit", après la collecte des données préliminaires, vont dégager une sorte de cartographie permettant une gestion efficiente et ordonnée de tous les espaces de

la ville d'Oyem. "Cette étude s'insère dans le cadre d'un grand programme financé par la Banque mondiale, pour l'amélioration des infrastructures et des équipements. Il y a également un volet urbanisme, pour donner aux municipalités les moyens de bien gérer les villes et de mieux les planifier sur des bases beaucoup plus objectives", a indiqué l'expert en aménagement urbain. La première étape de ce

projet s'est résumée à la prise de contact des experts avec les auxiliaires de commandement de la ville d'Oyem. A la demande de l'édile, Christian Abessolo Menguey, les chefs de quartiers des deux arrondissements ont eu des échanges fructueux avec les responsables du bureau d'études "Groupe huit". Pour mener à bien leur mission, les experts ont eu besoin de la contribution de toutes les couches sociales

de la population, dont les chefs de quartiers. Dans la mesure où "ces études exigent la participation effective des acteurs de la ville. Il n'y a pas que l'administration sectorielle ou le politique. Il y a également la société civile, les habitants d'Oyem et les chefs de quartiers", a précisé Saïdi Adel. Non sans ajouter que, les chefs de quartiers sont incontournables dans ce projet. En ce sens qu'ils ont une connaissance assez fine de

leur territoire, de leur population et des infrastructures. Les auxiliaires de commandement ont surtout contribué, au cours des échanges, à l'élaboration du diagnostic urbain. Ils ont mis à la disposition des experts, des difficultés rencontrées par les populations de leurs quartiers, en termes d'accès, d'infrastructures, de bassins versants, d'espaces verts, de manque d'écoles et de structures de santé.



Une vue des participants.